



Bureau de Tarification
Catastrophes naturelles

Rapport annuel 2024

Table des matières

Table des matières	2
-Introduction.....	2
I Bureau de Tarification	5
A. Gestion par le Bureau de Tarification	5
B. Les risques assurés aux conditions du Bureau de Tarification	5
II Analyse du marché	8
A. Objectifs et méthodologie.....	8
B. Critères de l'enquête.....	9
C. Présentation des résultats	10
1. Segmentation.....	10
2. Taux de prime et franchises	12
3. Encaissement et sinistres	14
III Conclusions.....	20
Annexe 1 Liste Catastrophes Naturelles Inondations	22
Annexe 2 Modèle de questionnaire	23
Annexe 3 Liste des entreprises ayant répondu à l'enquête	26
Annexe 4 Risques simples	27

-

Introduction

Tout contrat d'assurance relatif au péril incendie couvrant des risques simples doit obligatoirement comporter une couverture contre les catastrophes naturelles¹. Sont considérés comme catastrophe naturelle le tremblement de terre, l'inondation, le débordement ou le refoulement d'égouts publics et le glissement ou affaissement de terrain².

Le législateur s'est toutefois rendu compte qu'à certains endroits le risque qu'une catastrophe naturelle se produise est important. Des candidats-preneurs d'assurance risquaient dès lors de se voir refuser l'accès à l'assurance ou de se voir proposer une prime ou une franchise très élevée. Aussi a-t-il prévu la création d'un bureau de tarification³.

Le Roi a, par Arrêté royal du 25 février 2006, mis en place ce Bureau de Tarification afin que chaque candidat-preneur d'assurance puisse souscrire un contrat d'assurances contre les catastrophes naturelles, y compris ceux dont le risque est difficilement assurable.

Les membres et le Président du Bureau de Tarification sont nommés par le Roi. Le Bureau se compose de huit membres (quatre effectifs et quatre suppléants) représentant les consommateurs et huit membres (quatre effectifs et quatre suppléants) représentant les entreprises d'assurances.

Les ministres qui ont l'Economie, l'Intérieur et la Protection de la consommation dans leurs attributions peuvent désigner un observateur au sein du Bureau de Tarification.

L'Arrêté royal du 22 décembre 2022 portant nomination de membres du Bureau de Tarification en matière de catastrophes naturelles a nommé des nouveaux membres. Leur mandat est devenu effectif le 25 janvier 2023 pour une durée de six ans.

Le Bureau de tarification ainsi constitué a deux missions :

La première mission du Bureau consiste à établir les conditions tarifaires (taux de prime et franchises) et contractuelles (conditions de la police d'assurance) pour les risques catastrophes naturelles que les entreprises d'assurances ne veulent pas assurer à leurs propres conditions.

Ne peuvent souscrire une assurance aux conditions du Bureau de Tarification, que les candidats-preneurs d'assurance refusés par leur assureur incendie ou à qui ce dernier a proposé une prime ou une franchise supérieure aux conditions tarifaires fixées par le Bureau de Tarification.

La seconde mission du Bureau est de rédiger chaque année un rapport.⁴

¹ Le législateur a également déterminé quels risques ne doivent pas obligatoirement être assurés. L'article 129, §3 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances stipule qu'un assureur peut refuser de délivrer une couverture contre les inondations et contre le débordement et le refoulement d'égouts publics lorsqu'il couvre un bâtiment, une partie de bâtiment ou le contenu d'un bâtiment qui ont été construits plus de dix-huit mois après la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté royal classant la zone où ce bâtiment est situé comme zone à risque.

² Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, article 123

³ Loi du 4 avril 2014, article 131

⁴ Article 131 précité, § 6.

Conformément à la loi, le présent rapport 2024 comporte deux parties. La première commente la gestion et les résultats des risques assurés aux conditions du Bureau de Tarification en 2024. La seconde analyse les conditions du marché, en ce qui concerne la couverture des catastrophes naturelles, telles qu'elles étaient appliquées, au 31 décembre 2024.

I

Bureau de Tarification

A. Gestion par le Bureau de Tarification

Le Bureau de Tarification catastrophes naturelles exerce ses activités au sein du Fonds Commun de Garantie Belge.

Le Bureau ne tarifie aucun dossier individuel mais se limite à fixer les conditions tarifaires (prime et franchises) et les conditions de garantie qui seront proposées aux candidats-preneurs d'assurance par les entreprises d'assurances qui ne souhaitent pas accorder une couverture à leurs conditions propres.

La gestion d'un contrat d'assurance souscrit aux conditions tarifaires et de garantie du Bureau de Tarification, incombe exclusivement à l'assureur incendie choisi par le preneur d'assurance, éventuellement par le biais de l'intervention d'un intermédiaire.

Les conditions tarifaires et de garantie actuelles ont été publiées au Moniteur Belge du 19 mars 2025. Ces mêmes conditions ont également été publiées sur le site du Bureau de Tarification www.bt-tb.be.

Les modifications entrées en vigueur début 2025 portent sur les points suivants :

- L'augmentation de la durée maximale d'intervention pour le relogement : l'article 126 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances stipule que la garantie catastrophes naturelles pour les logements doit couvrir les frais de relogement exposés au cours de l'année qui suit la survenance du sinistre, lorsque les locaux d'habitation sont devenus inhabitables;
- Les dispositions relatives aux intérêts à payer en cas de non-respect des délais de compensation prévus par la loi ;
- La mention des nouvelles modalités et délais de résiliation, tant pour le preneur d'assurance que pour le consommateur.

Les activités du Bureau de Tarification se sont consacrées en 2025 aux adaptations des conditions de garantie et à la rédaction et l'approbation du rapport annuel.

B. Les risques assurés aux conditions du Bureau de Tarification

Les risques catastrophes naturelles tarifés aux conditions du Bureau de Tarification sont couverts par la même entreprise d'assurances que celle qui assure le péril incendie ou, en absence de contrat d'assurance incendie, celle de son choix. Cette entreprise d'assurances assume l'émission et la gestion du contrat y compris la gestion des sinistres.

Le résultat de la gestion et des frais de fonctionnement du Bureau de Tarification sont répartis sur l'ensemble des entreprises d'assurances pratiquant l'assurance

des risques simples contre l'incendie en Belgique. Cette répartition est effectuée au prorata de l'encaissement incendie risques simples des entreprises d'assurances. Elle est confiée à l'asbl CANARA, qui a été spécialement constituée à cette fin le 17 mars 2006 et qui se dénomme dorénavant COMPENS®⁵.

Contrairement aux données relatives au marché publiées dans la partie II, les données du tableau ci-dessous sont des chiffres réels et non le résultat d'estimations établies à partir des réponses que les entreprises d'assurances ont données aux questions de l'enquête.

Selon les données transmises par l'asbl COMPENS®, 32.242 risques simples étaient assurés aux conditions du Bureau de Tarification en 2024. Ceci représente une augmentation de 2,7 % par rapport à 2023. On constate que les risques assurés aux conditions du Bureau de Tarification représentent toujours une très faible proportion des risques assurés contre les catastrophes naturelles (entre 0,5 % et 1 %).

Le nombre de sinistres ayant donné lieu à indemnisation s'élève à 360 pour l'exercice 2024, contre 69 en 2023, 46 en 2022, et 3.327 en 2021. La charge totale des sinistres s'élève à 6.368.001 euros en 2024 et le coût moyen par sinistre à 17.689 euros.

Pour rappel, l'année 2021 s'est caractérisée par un nombre exceptionnellement élevé de sinistres et une charge totale des sinistres de 109.832.934 euros. Le coût moyen en 2021 a atteint 33.013 euros. La Belgique a connu en 2021 plusieurs inondations majeures, plus particulièrement durant la période du 14 au 16 juillet 2021 en Wallonie qui a fortement été touchée.

Vous trouverez en annexe 1 du présent rapport un aperçu des inondations majeures (> 2.000 sinistres) qui se sont produites durant les années 2008 à 2024.

Encaissement et sinistres	2021	2022	2023	2024
Primes acquises	4.716.167	5.036.504	5.809.314	6.373.789
Nombre de risques assurés	30.667	30.851	31.390	32.242
Nombre de sinistres	3.327	46	69	360
Charge des sinistres	109.832.934	280.607	474.347	6.368.001
Rapport Charge des sinistres / Primes	2328,86%	5,57%	8,17%	99,91%
Coût moyen	33.013	6.100	6.875	17.689
Coût par risque assuré	3.581,53	9,10	15,11	197,51
Prime moyenne par risque assuré	153,79	163,25	185,07	197,69

Tableau 1 - Encaissement et sinistres (risques tarifés aux conditions du Bureau de Tarification)

La prime moyenne augmente de 6,8 % en 2024 par rapport à 2023. Étant donné que le tarif du Bureau de Tarification n'a pas été modifié, cette augmentation est principalement due à l'évolution de l'indice ABEX et, dans une moindre mesure, à l'évolution de la valeur moyenne des biens.

⁵ Arrêté royal du 31 août 2020 portant approbation des modifications de l'asbl CANARA, notamment de la modification de sa dénomination en asbl COMPENS®, Moniteur Belge 11 septembre 2020, p.66291 et annexes au Moniteur Belge 14 octobre 2020.

Pour être complet, signalons que les primes acquises correspondant aux risques couverts aux conditions du Bureau de Tarification se sont élevées, pour l'exercice 2024, à 6.373.789 euros, dont 5.457.928 euros pour les risques habitations.

II Analyse du marché

A. Objectifs et méthodologie

L'article 131, § 6 de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances prévoit que le rapport du Bureau de Tarification « comprend notamment une analyse des conditions tarifaires appliquées par les entreprises d'assurances ».

Cette partie du rapport concerne donc l'ensemble des couvertures catastrophes naturelles du marché belge et non pas uniquement celles qui sont accordées aux conditions du Bureau de Tarification. Il s'agit d'indiquer dans quelle mesure et à quelles conditions les candidats preneurs d'assurance peuvent trouver une telle couverture. Le rapport ne présente pas les données individuelles des entreprises interrogées.

Le Bureau de Tarification a élaboré un questionnaire qui a été envoyé aux entreprises actives sur le marché belge au 31 décembre 2024. Ce questionnaire était divisé en quatre parties :

- l'identification de l'entreprise,
- la politique de segmentation,
- la structure tarifaire,
- l'encaissement et la sinistralité.

Les données reflètent la situation arrêtée à la date du 31 décembre 2023. Le modèle de questionnaire et la liste des entreprises qui ont répondu sont joints en annexe du présent rapport (annexes 2 et 3).

L'envoi de l'enquête, la collecte et la compilation des données ont été réalisés par le secrétariat du Bureau de Tarification. Ce dernier a, sur la base des données recueillies, rédigé un rapport ne contenant que les données agrégées sans possibilité d'identifier les entreprises interrogées.

B. Critères de l'enquête

Tout comme les précédentes éditions, le présent rapport concerne, d'une part, les risques simples « habitations » proprement dits⁶ et, d'autre part, les autres risques simples (commerces, petites entreprises...)⁷. Il convient de rappeler que les risques spéciaux (grandes entreprises...) ne sont pas visés par la législation relative aux catastrophes naturelles.

L'exercice 2008 fut le premier pour lequel l'ensemble des contrats incendie risques simples était conforme à la nouvelle législation, laquelle est entrée complètement en vigueur le 1^{er} mars 2007.

Les structures tarifaires des entreprises peuvent être relativement complexes. Afin de ne pas nuire à la lisibilité du rapport, il a été nécessaire de synthétiser les données individuelles en les agrégeant dans des catégories plus vastes malgré une légère perte de détails.

Le nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête endéans les délais est de 20, ce qui représente 97,8 % de l'encaissement en incendie risques simples⁸. Ce pourcentage a été calculé sur la base des encaissements de l'exercice 2024, chiffres disponibles à partir du 1^{er} novembre 2025.

Le marché belge de l'assurance incendie se caractérise par une grande concentration. Dix entreprises cumulent une part de marché de plus de 93,3 %. En outre, plusieurs entreprises de tailles diverses appartenant au même groupe peuvent pratiquer la même politique de souscription des risques catastrophes naturelles. Pour ces raisons et afin de connaître les possibilités pour les consommateurs de trouver la couverture qui leur convient, les résultats ont été présentés en parts de marché.

⁶ Article 5, § 1^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 relative au contrat d'assurance terrestre, remplacée par la loi relative aux assurances du 4 avril 2014 - Voir Annexe 4.

⁷ Article 5, § 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 précité - Voir Annexe 4.

⁸ Incendie et périls connexes ainsi que risques électriques, hors commissions, frais d'acquisition, taxes et contributions.

C. Présentation des résultats

1. Segmentation

- *Risques habitations*

Pour les risques habitations, presque toutes les entreprises, exprimées en parts de marché, pratiquent une segmentation⁹ des risques en utilisant de quatre à cinq critères.

Nombre de critères de segmentation	2021	2022	2023	2024
0	2,8%	2,8%	2,3%	2,1%
1	4,6%	4,5%	0,2%	0,5%
2	2,5%	2,0%	15,2%	11,5%
3	0,5%	0,9%	0,8%	3,0%
4	66,9%	56,5%	47,8%	49,5%
5	22,6%	33,3%	33,6%	33,5%
Total	100%	100%	100%	100%

Tableau 2 - Critères de segmentation (risques habitations)

La zone géographique, le niveau du risque¹⁰ et l'historique des sinistres représentent en 2024 les critères de segmentation les plus souvent utilisés, pratiquement toutes les entreprises en font usage. Toutefois, la période de retour¹¹ est également fréquemment prise en compte. Le recours à la zone géographique et au niveau du risque comme critères de segmentation présente une tendance à la hausse sur la période 2021-2024. À partir de 2023, l'historique des sinistres et la période de retour sont néanmoins moins utilisés en tant que critères de segmentation.

Depuis 2022, le recours à une franchise est utilisé dans environ la moitié des contrats en tant que critère de segmentation, soit de manière nettement plus fréquente par rapport à 2021.

Critères de segmentation	2021	2022	2023	2024
Zone géographique	91,9%	92,7%	95,6%	97,4%
Période de retour	73,4%	74,0%	66,9%	67,4%
Historique des sinistres	95,5%	95,4%	86,6%	86,7%
Niveau du risque	91,5%	91,6%	92,2%	96,2%
Choix de la franchise	39,7%	50,1%	51,0%	50,0%

Tableau 3 - Critères de segmentations (risques habitations)

⁹ Les conditions du Bureau de Tarification ne comportent pas de critère de segmentation.

¹⁰ Le fait que le bien assuré soit situé au rez-de-chaussée, au premier étage...

¹¹ La période de retour est la fréquence du sinistre. Elle correspond à la période théorique, c.-à-d. mesurée au moyen de modèles mathématiques, qui sépare deux catastrophes naturelles.

- *Autres risques simples*

Pour les autres risques simples, presque toutes les entreprises ont recours à une segmentation des risques en 2024. La majorité des entreprises, en terme de parts de marché, utilisent de deux à cinq critères de segmentation.

Nombre de critères de segmentation	2021	2022	2023	2024
0	-	0,5%	0,4%	0,4%
1	2,7%	2,5%	-	-
2	19,6%	19,1%	31,7%	30,9%
3	0,1%	0,1%	-	-
4	43,7%	32,9%	32,6%	33,5%
5	33,8%	45,1%	35,3%	35,2%
Total	100%	100%	100%	100%

Tableau 4 - Critères de segmentation (autres risques simples)

Les critères les plus souvent utilisés en 2024 sont la zone géographique ainsi que la période de retour. Viennent ensuite le niveau du risque (hauteur par rapport au niveau de la rue), l'historique des sinistres et le choix de la franchise.

Nous constatons une tendance à la baisse de l'utilisation de l'historique des sinistres et de la période de retour en tant que critère de segmentation depuis 2023. L'inverse est par contre de mise quant à la zone géographique.

Critères de segmentation	2021	2022	2023	2024
Zone géographique	97,0%	97,1%	99,6%	99,6%
Période de retour	95,3%	95,3%	85,6%	85,6%
Historique des sinistres	80,7%	80,5%	70,1%	70,8%
Niveau du risque	79,2%	79,4%	79,1%	80,0%
Choix de la franchise	34,1%	45,4%	35,8%	35,7%

Tableau 5 - Critères de segmentation (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

Pour l'ensemble des risques simples, on observe une tendance à la baisse du recours à la période de retour et l'historique des sinistres en tant que critères de segmentation pour la période 2021-2024. En revanche, la zone géographique est quant à elle de plus en plus utilisée. Les critères utilisés sont principalement basés sur l'observation du passé (zone géographique, historique des sinistres) mais un critère prospectif comme la période de retour est fréquemment utilisé.

Rappelons que certains critères sont utilisés en combinaison avec d'autres. Par exemple, le niveau du risque et la période de retour sont souvent utilisés en complément du critère de l'historique des sinistres.

2. Taux de prime et franchises

- *Risques habitations*

Pour un peu plus d'un septième des risques habitations (14,6 %) en 2024, le taux de prime s'élève au maximum à 0,13 ‰, ce qui correspond à un maximum de 13 euros par tranche de 100.000 euros de valeur assurée ou 15,05 euros taxes et cotisations (15,75 %) comprises.

Par rapport à la période 2021-2023, un nombre proportionnellement plus élevé de contrats ont été tarifés avec un taux de prime supérieur à 0,3 ‰ en 2024. Le taux de prime ne dépasse pas 0,5 ‰ pour 97,8% à 99,3% des contrats durant la période 2021-2024.

Classes de taux de prime	Prime pour 100.000 € de valeur assurée (hors taxes)	2021	2022	2023	2024
≤ 0,13 ‰	≤ 13 €	20,0%	19,3%	17,9%	14,6%
> 0,13 ‰ et ≤ 0,2 ‰	> 13 € et ≤ 20 €	19,4%	20,4%	18,7%	19,5%
> 0,2 ‰ et ≤ 0,3 ‰	> 20 € et ≤ 30 €	14,2%	12,8%	9,9%	10,9%
> 0,3 ‰ et ≤ 0,5 ‰	> 30 € et ≤ 50 €	45,7%	46,8%	52,1%	52,9%
> 0,5 ‰ et < 0,9 ‰	> 50 € et < 90 €	0,4%	0,5%	1,3%	1,8%
≥ 0,9 ‰	≥ 90 €	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
Total		100%	100%	100%	100%

Tableau 6 - Taux de prime (risques habitations)

La franchise appliquée aux contrats d'assurance incendie risques simples peut être librement fixée. Dans la pratique, on applique principalement une franchise qui n'est pas supérieure à 321,84 euros¹² au 31 décembre 2024.

La franchise pour les risques de catastrophes naturelles ne peut être supérieure à 610 euros. Ce montant étant indexé¹³, la franchise maximale était de 1.583,94 euros au 31 décembre 2024.

Pour les risques habitations, la franchise pour la couverture catastrophes naturelles n'est pas supérieure à celle de l'assurance incendie proprement dite pour environ quatre contrats sur cinq en 2024.

¹² Il s'agit de l'ancienne franchise obligatoire en assurance incendie risques simples prévue par l'article 6 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples.

¹³ Voir article 130, §1, 2^{ème} alinéa loi du 4 avril 2014 sur les assurances

Franchises	2021	2022	2023	2024
<= incendie	83,5%	85,1%	78,1%	78,6%
> incendie	16,5%	14,9%	21,9%	21,4%
Total	100%	100%	100%	100%

Tableau 7 - Franchises pour catastrophes naturelles (risques habitations)

- *Autres risques simples*

Pour 42,5 % des autres risques simples, le taux de prime n'excède pas 0,3 ‰ en 2024. Ce pourcentage est en baisse ces dernières années. En 2021, il s'élevait encore à 50,2 %. Un glissement graduel des taux de prime moins élevés vers les taux de prime plus élevés ressort en effet du tableau ci-dessous. Le nombre d'assurés dont le taux de prime excède 0,5 ‰ reste toutefois limité (3,1% en 2024).

Classes de taux de prime	Prime pour 100.000 € de valeur assurée (hors taxes)	2021	2022	2023	2024
≤ 0,13 ‰	≤ 13 €	18,6%	21,8%	20,4%	19,7%
> 0,13 ‰ et ≤ 0,2 ‰	> 13 € et ≤ 20 €	10,5%	9,7%	7,3%	8,2%
> 0,2 ‰ et ≤ 0,3 ‰	> 20 € et ≤ 30 €	21,1%	16,9%	14,7%	14,6%
> 0,3 ‰ et ≤ 0,5 ‰	> 30 € et ≤ 50 €	48,4%	49,9%	54,7%	54,4%
> 0,5 ‰ et < 0,9 ‰	> 50 € et < 90 €	0,6%	0,8%	1,9%	1,8%
≥ 0,9 ‰	≥ 90 €	0,8%	1,0%	1,0%	1,3%
Total		100%	100%	100%	100%

Tableau 8 - Taux de prime (autres risques simples)

En 2024, la franchise applicable aux catastrophes naturelles est la même que celle du contrat incendie de base dans environ sept cas sur dix.

Franchises	2021	2022	2023	2024
<= incendie	76,7%	77,9%	69,9%	69,4%
> incendie	23,3%	22,1%	30,1%	30,6%
Total	100%	100%	100%	100%

Tableau 9 - Franchises pour catastrophes naturelles (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

Pour l'ensemble des risques simples, on constate pour les années précédentes une tendance à pratiquer une tarification ayant recours à des taux de prime supérieurs. Néanmoins, pratiquement tous les contrats sont tarifés à une prime qui n'excède pas 0,5 ‰ de la valeur des biens assurés.

Le pourcentage de contrats, où seule la franchise de base est applicable, est en 2024 inférieur à la moyenne observée sur la période 2021-2023.

3. Encaissement et sinistres

Les données relatives à cette section ont été extrapolées à partir de celles des entreprises ayant répondu aux questions relatives à l'encaissement et aux sinistres de l'enquête du Bureau de Tarification. Elles représentent 94,8 %¹⁴ de l'encaissement du marché de l'assurance incendie risques simples en 2024¹⁵.

Des catastrophes naturelles ont pratiquement lieu chaque année. Parfois à échelle réduite, parfois à plus grande échelle. Dans ce dernier cas, les statistiques sinistres pour la garantie catastrophes naturelles explosent. Ce fut le cas pour la Belgique en 2021. La charge des sinistres pour tous les risques simples en 2021, qui s'élève à 2,1 milliards d'euros, est de loin la plus conséquente depuis la création du Bureau de Tarification en 2007. L'année 2016 a enregistré la deuxième charge des sinistres la plus lourde avec un montant de 161,4 millions d'euros. Les années 2020, 2022 et 2023 ont été clémentes, voire très clémentes à cet égard. En 2024, le montant de la charge des sinistres afférents à l'ensemble des risques simples s'élève à 106,8 millions d'euros, soit la troisième charge des sinistres la plus élevée depuis la création du Bureau de Tarification.

- *Risques habitations*

Le nombre de sinistres s'élève à 12.716 en 2024, ce qui est supérieur aux années 2022 et 2023, mais largement inférieur à l'année 2021. En 2024, la charge totale des sinistres atteint près de 88,0 millions d'euros et le coût moyen 6.922 euros.

Encaissement et sinistres	2021	2022	2023	2024
Primes émises	337.780.370	370.894.914	406.053.658	444.142.553
Nombre de risques assurés	5.431.078	5.367.321	5.280.142	5.334.369
Nombre de sinistres	69.465	4.861	5.294	12.716
Indemnisations versées	868.746.036	13.896.017	10.167.364	69.617.621
Provisions	647.214.060	9.056.106	9.216.287	18.394.483
Charges des sinistres	1.515.960.096	22.952.123	19.383.652	88.012.104
Rapport charge des sinistres/Primes	449%	6%	5%	20%
Prime moyenne	62	69	77	83
Coût moyen	21.823	4.722	3.661	6.922
Coût par risque assuré	279	4	4	16

Tableau 10 - Encaissement et sinistres (risques habitations)

¹⁴ Ce pourcentage diffère légèrement de celui mentionné en page 8 car certaines entreprises n'ont pas communiqué ces données.

¹⁵ Les échantillons à partir desquels les extrapolations ont été calculées ne sont pas constants dans le temps.

- *Autres risques simples*

On observe une tendance similaire pour les autres risques simples. Le nombre de sinistres en 2024 est supérieur à ceux de 2022 et 2023, mais reste largement inférieur à celui de 2021.

Le coût moyen des sinistres s'élève en 2024 à 10.560 euros, soit un montant supérieur à ceux de 2022 et 2023. En 2021, le coût moyen des sinistres a atteint un niveau exceptionnellement élevé, avec 55.234 euros.

Encaissements et sinistres	2021	2022	2023	2024
Primes émises	68.597.039	80.313.728	85.935.907	90.833.408
Nombre de risques assurés	558.250	627.926	594.295	600.224
Nombre de sinistres	11.147	677	924	1.779
Indemnisations versées	248.372.569	2.325.457	2.909.860	12.779.130
Provisions	367.317.444	3.053.458	2.394.170	6.009.358
Charges des sinistres	615.690.013	5.378.915	5.304.030	18.788.488
Rapport charge des sinistres/Primes	898%	7%	6%	21%
Prime moyenne	123	128	145	151
Coût moyen	55.234	7.944	5.742	10.560
Coût par risque assuré	1.103	9	9	31

Tableau 11 - Encaissement et sinistres (autres risques simples)

- *Ensemble des risques simples*

L'année 2024 se caractérise par un nombre plus important de sinistres (14.495) qu'en 2022 et 2023, mais nettement inférieur à celui de 2021. La charge totale des sinistres s'élève à 106,8 millions d'euros en 2024 et le coût moyen à 7.368 euros.

Le graphique 1 démontre clairement que l'année 2021 a enregistré le plus grand nombre de sinistres depuis la création du bureau de tarification en 2006 en comptabilisant 80.612 sinistres. Il en va de même pour la charge totale des sinistres qui, en 2021, a atteint un montant historique de 2,1 milliards d'euros pour les indemnisations et provisions (cf. graphique 2).

Dans l'article 130 §2 de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances, le législateur donne à chaque assureur la possibilité, dans le cadre de la couverture des catastrophes naturelles, de limiter son indemnisation totale par catastrophe à un montant maximum légalement défini¹⁶ et, en conséquence, de réduire l'indemnisation qu'il verse à ses assurés en fonction de ce montant lors de catastrophes naturelles de grande ampleur.

Les inondations de 2021 ont entraîné une charge de sinistres qui a largement dépassé les limites d'intervention individuelles de la plupart des assureurs.

¹⁶ La limite d'intervention individuelle d'un assureur est le résultat d'une formule basée sur l'encaissement des primes et accessoires, hors frais d'acquisition et commissions, pour les garanties incendie et périls connexes plus électricité des risques simples visés à l'article 121, § 2, encaissement réalisé par l'assureur au cours de l'exercice comptable précédant le sinistre

La loi du 17 septembre 2005¹⁷ prévoyait un partenariat public-privé : il consistait en la prise en charge par le Fonds national des calamités de la part de l'indemnisation non versée par l'entreprise d'assurance aux bénéficiaires des contrats d'assurance lorsque le plafond individuel d'intervention de l'entreprise était atteint.

La législation prévoyait toutefois une intervention plafonnée du Fonds national des calamités.

En juillet 2014, la Caisse nationale des calamités a été régionalisée et les Régions sont devenues compétentes pour décider d'intervenir ou non au-delà des limites individuelles des entreprises d'assurance. Dans le cadre de la poursuite du partenariat public-privé prévu par la loi du 17 septembre 2005, les Régions ont pris des positions différentes concernant la reprise des compétences du Fonds national des calamités.

La Région flamande a prévu un montant de 100 millions d'euros par événement "catastrophe naturelle" pour compléter l'indemnisation des personnes touchées sur son territoire lorsque la limite d'indemnisation d'un assureur est dépassée.

La Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale n'ont actuellement aucun mécanisme dans leurs réglementations régionales respectives qui prévoit une indemnisation supplémentaire de la Région au-delà des limites d'indemnisation des assureurs.

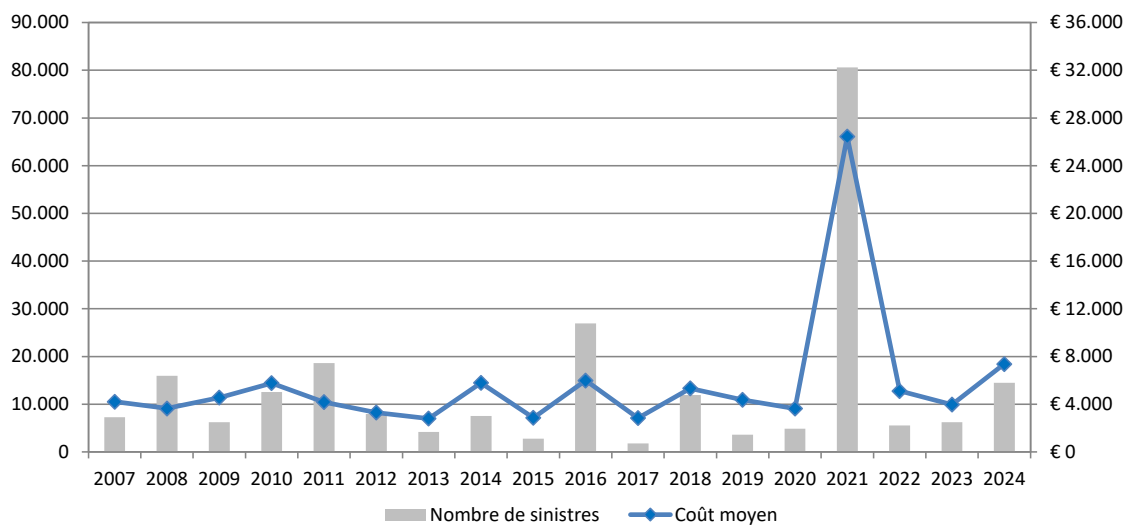
Pour les inondations de 2021, un accord a été conclu avec chacune des trois Régions dans lequel elles s'engagent à compléter l'intervention des assureurs pour permettre une indemnisation complète des dommages assurés. Néanmoins, la contribution de la Wallonie est plafonnée. En conséquence de cet accord, le secteur de l'assurance contribue pour un montant équivalent environ à un triplement des limites individuelles de tous les assureurs, tel que prévu à l'article 130 de la loi sur les assurances du 4 avril 2014. Il s'agit d'une mesure tout à fait exceptionnelle que le secteur des assurances ne répétera pas à l'avenir.

La situation reste par conséquent préoccupante pour les familles. Lors d'une prochaine catastrophe, elles pourraient être confrontées à une limitation de la couverture par leur assureur. Si aucun mécanisme complémentaire de soutien des autorités publiques ne devait être mis en place, les familles ne seront pas pleinement indemnisées pour les dommages subis.

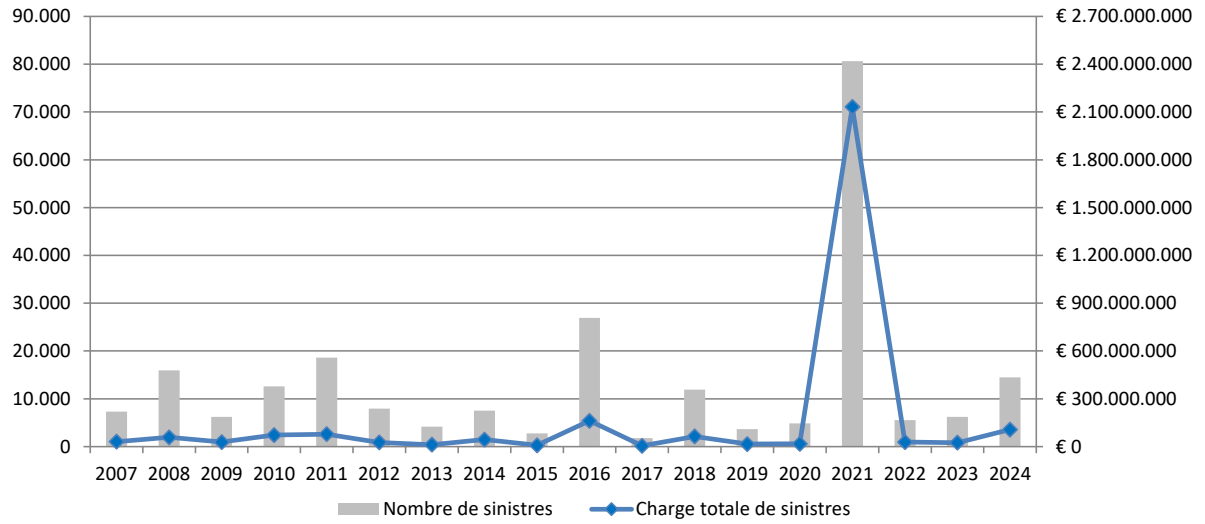
¹⁷ Loi du 17 septembre 2005 modifiant en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles

Encaissement et sinistres	2021	2022	2023	2024
Primes émises	406.377.409	451.208.642	491.989.565	534.975.961
Nombre de risques assurés	5.989.329	5.995.248	5.874.437	5.934.593
Nombre de sinistres	80.612	5.538	6.218	14.495
Indemnisations versées	1.117.118.605	16.221.474	13.077.224	82.396.751
Provisions	1.014.531.504	12.109.564	11.610.458	24.403.841
Charges des sinistres	2.131.650.109	28.331.038	24.687.682	106.800.592
Rapport charge des sinistres/Primes	525%	6%	5%	20%
Prime moyenne	68	75	84	90
Coût moyen	26.443	5.116	3.970	7.368
Coût par risque assuré	356	5	4	18

Tableau 12 - Encaissement et sinistres (ensemble des risques simples)



Graphique 1 – Nombre de sinistres – Coût moyen



Graphique 2 –Nombre de sinistres – Charge totale des sinistres

III

Conclusions

L'année 2024 enregistre une augmentation du nombre de contrats (32.242) tarifés aux conditions du Bureau de Tarification, de l'ordre de 2,7% par rapport à 2023. Ce nombre reste relativement modeste par rapport à l'ensemble des biens assurés. Comme au cours des exercices précédents, la grande majorité des assurés a pu trouver une couverture contre les catastrophes naturelles aux conditions du marché.

Tout comme la charge des sinistres pour les risques catastrophes naturelles du marché belge dans l'ensemble, la charge des sinistres se rapportant aux contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification durant l'année 2024, est supérieure aux volumes de 2022 et 2023, mais reste nettement inférieure à celle de 2021.

Notons qu'en 2021, année durant laquelle la Belgique a été frappée par des inondations d'une gravité exceptionnelle, la fréquence des sinistres des contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification, a été huit fois supérieure à la fréquence des sinistres des contrats tarifés aux conditions du marché, soit 108,5 ‰ contre 13,5 ‰.

Ceci conforte l'opinion du Bureau de Tarification selon laquelle les risques tarifés aux conditions qu'il a définies sont sensiblement plus lourds que ceux assurés aux conditions du marché.

Dans la plupart des entreprises d'assurances du marché, les conditions financières (prime et franchise) de la couverture catastrophes naturelles sont restées favorables tant pour les risques simples habitations que pour les autres risques simples. On constate dans la tranche 2021-2024 un glissement des tranches de prime inférieures ou égales à 0,3 ‰ vers les tranches de plus de 0,3 ‰.

La plupart des tarifs dans les entreprises d'assurances reposent sur une segmentation faisant appel à quatre ou cinq critères et il n'y a presque plus d'entreprises qui ne pratiquent aucune segmentation.

Comme le Bureau de Tarification le constatait déjà dans ses rapports précédents, le consommateur a tout intérêt à comparer les offres des différentes entreprises d'assurances afin de trouver la couverture la mieux adaptée à sa situation précise.

L'application de la limite d'intervention prévue par le législateur à l'article 130 de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances peut avoir pour conséquence que les assurés ne soient que partiellement indemnisés en cas de catastrophe naturelle de grande ampleur.

Cela vaut tant pour les contrats tarifés aux conditions du Bureau de tarification que pour les contrats qui sont assurés aux conditions du marché.

Suite aux inondations de 2021 et en raison de l'augmentation des catastrophes naturelles due au changement climatique, le législateur¹⁸ a décidé d'augmenter la limite d'intervention individuelle des entreprises d'assurance en cas d'inondation, de débordement ou de refoulement des égouts publics et de glissement ou d'affaissement de terrain. Depuis le 1er janvier 2024, la loi a augmenté la limite d'intervention individuelle de chaque assureur de 45 % à 188 % de son encaissement¹⁹ de primes des assurances incendie risques simples.

Toutefois, les gouvernements régionaux et national n'ont pas encore élaboré suffisamment de solutions pour indemniser les victimes de catastrophes naturelles de grande ampleur en cas de dépassement de la limite d'intervention d'un ou de plusieurs assureurs.

Les représentants des entreprises d'assurances et des consommateurs réitèrent leurs questions aux autorités compétentes concernant leurs intentions en cas de dépassement de la limite d'intervention des assureurs. En d'autres termes, connaître leur position quant à la mise en place d'un véritable partenariat public-privé pour garantir un niveau élevé d'indemnisation des assurés en cas de sinistres importants. À ce jour, ni le secteur de l'assurance ni les familles n'ont reçu de réponse à cette question. Pour les familles, cela signifie qu'il est fort probable qu'en cas de catastrophe majeure, elles reçoivent une indemnisation insuffisante pour réparer les dommages.

Le gouvernement s'est engagé dans sa déclaration gouvernementale 2025-2029 à prévoir un cadre juridique clair en matière d'assurance contre les catastrophes naturelles, visant à définir la responsabilité et la couverture des différentes parties concernées. À cette fin, le gouvernement consultera les Régions. La réforme du cadre juridique devra veiller à éviter toute nouvelle augmentation des primes, assurer une mutualisation adéquate des risques ainsi qu'établir des procédures et délais clairs permettant aux consommateurs d'obtenir une indemnisation effective dans les délais prévus. Toutefois, la stabilité financière du secteur ne pourra être compromise.

Le Bureau de Tarification tient à souligner l'importance, tant pour les ménages que pour le secteur des assurances, d'assurer l'exécution intégrale et dans les meilleurs délais de cette mesure inscrite dans la déclaration gouvernementale.

Au vu des récentes inondations et de la menace de catastrophes naturelles qui augmente également en Belgique, la couverture contre les catastrophes naturelles qui doit être incluse dans les polices d'assurance incendie et le tarif du BT qui constitue le tarif maximum pour garantir que cette couverture reste abordable pour les risques aggravés, ont montré leur importance.

¹⁸ Article 2 de la loi du 22 décembre 2023 modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en ce qui concerne la couverture légale en cas de catastrophe naturelle qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024

¹⁹ Encaissement pour les garanties incendie et périls connexes plus électricité des risques simples visés à l'article 121, § 2, encaissement réalisé par l'assureur au cours de l'exercice comptable précédant le sinistre

Annexe 1

Liste Catastrophes Naturelles Inondations

Périodes importantes (> 2.000 sinistres²⁰)			
année	période	Nombre de sinistres	Coût moyen
2008	28-30 mai	3.963	€ 4.695
	1-4 juin	3.872	€ 3.659
	31 juillet - 7 août	2.668	€ 3.382
2010	11-19 novembre	8.470	€ 7.470
2011	28 juin	2.175	€ 4.875
	18 août	5.186	€ 4.066
	22-23 août	7.522	€ 4.200
2013	26-29 juillet	2.442	€ 3.146
2014	27-29 juillet	2.774	€ 9.682
2016	27 mai - 8 juin	15.078	€ 7.282
	23-24 juin	6.078	€ 6.639
2018	31 mai - 2 juin	4.261	€ 6.699
2020	9-18 août	2.383	€ 4.115
2021	2-5 juin	3.810	€ 6.762
2021	27-30 juin	2.943	€ 8.931
2021	14-16 juillet	69.072	€ 35.269
2021	24-27 juillet	3.496	€ 9.752
2024	17-19 mai	2.713	€ 16.818
2024	1-2 août	2.433	€ 7.995

²⁰ Estimation des chiffres pour l'ensemble du marché, y compris les risques spéciaux

Annexe 2 Modèle de questionnaire

Volet 1 - Identification

Entreprise d'assurances :	
Code BNB :	
Personne de contact :	
tél. :	
e-mail:	

L'enquête 2024 concerne les risques suivants :

- risques assurés du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 (période complète ou partielle)
- risques simples habitations et autres risques simples
- à l'exception des contrats tarifés aux conditions du Bureau de Tarification

Volet 2 – Critères de segmentation

Veuillez préciser, pour chacun des critères de segmentation repris ci-dessous, si votre entreprise l'utilise dans la tarification de la couverture catastrophes naturelles des habitations:

	Habitations		Autres risques simples	
	Oui	Non	Oui	Non
Zone géographique				
Période de retour (période théorique entre deux inondations)				
Historique des sinistres				
Niveau du risque (cave, rez-de-chaussée ou étage)				
Choix de la franchise				

Si votre entreprise utilise encore d'autres critères de segmentation que ceux mentionnés ci-dessus, veuillez les préciser ci-dessous :

Volet 3 – Ventilation de la tarification

Dans le tableau ci-dessous, veuillez préciser, pour chaque intervalle, quel pourcentage des risques couverts contre les CATNAT, en date du 31/12/2024, a été assuré par votre entreprise aux taux de prime (hors taxe) catastrophes naturelles (1) compris dans cet intervalle.

Intervalle de taux de prime (hors taxe)	% de risques assurés au 31/12/2024 pour lequel le taux de prime catastrophes naturelles se situe dans l'intervalle	
	Habitations	Autres risques simples
≤ 0,13‰		
> 0,13‰ - ≤ 0,2‰		
> 0,2‰ - ≤ 0,3‰		
> 0,3‰ - ≤ 0,5‰		
> 0,5‰ - < 0,9‰		
≥ 0,9‰ (sauf BT)		
Total (3)		

Dans le tableau ci-dessous, veuillez donner une estimation, pour chaque intervalle, du pourcentage des risques assurés contre les catastrophes naturelles par votre entreprise avec une franchise inondations comprise dans l'intervalle.

Franchise inondation	% de risques assurés au 31/12/2024 pour lequel la franchise inondation se situe dans l'intervalle	
	Habitations	Autres risques simples
≤ 210 euro (2)		
> 210 euro		
Total (3)		

Remarques

- (1) Si les taux de prime bâtiment et contenu sont différents, veuillez considérer le taux de prime bâtiment pour le propriétaire (occupant/non occupant) et le taux de prime contenu pour le locataire.
- (2) Ancienne franchise obligatoire indexée pour risque incendie²¹.
- (3) Si le total est différent de 100%, veuillez en donner la raison.

²¹ Au 31 décembre 2024 : 321,84 €

Volet 4 – Encaissement et Sinistres

	Habitations	Autres risques simples
Primes émises du 01/01/2024 au 31.12.2024 (EUR)		
Nombre de risques assurés au 31/12/2024		
Nombre de sinistres du 01/01/2024 au 31/12/2024		
Indemnités payées au 31/12/2024 relatives à des sinistres survenus entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024		
Provisions au 31/12/2024 pour les sinistres survenus entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024		

Annexe 3

Liste des entreprises ayant répondu à l'enquête

Nom	Code
KBC Assurances	0014
Belfius Assurances	0037
AXA Belgium	0039
P&V Assurances	0058
AG Insurance	0079
Fédérale Assurance	0087
Baloise Belgium	0096
Allianz Benelux	0097
AMMA Assurances	0126
Ethias	0196
Hagelunie	0315
CDA Assurances	0402
Argenta Assurances	0858
Württembergische Versicherung	1036
Foyer Assurances	1258
YUZZU	1455
MSIG Insurance Europe AG	2831
Nationale-Nederlanden Schadeverzekering Maatschappij	2925
MS Amlin Insurance	3092
Hiscox S.A.	3099

Annexe 4

Risques simples

Article 5 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, remplacée par la loi relative aux assurances du 4 avril 2014.

- § 1^{er}** On entend par risque simple visé à l'article 67, § 2, de la loi, tout bien ou ensemble de biens dont la valeur assurée ne dépasse pas 743.680,57 € (30.000.000 BEF). Pour le calcul de ce montant, il est tenu compte de tous les contrats d'assurances ayant le même objet, relatifs à des biens se trouvant au même endroit et souscrits par le même preneur d'assurance, par un des assurés ou par une société ou association dans laquelle le preneur d'assurance ou un assuré a un intérêt majoritaire ou détient manifestement une part prépondérante du pouvoir de décision.
- § 2.** Le montant visé au § 1^{er} est porté à 23.921.725,14 € (965.000.000 BEF) pour les biens suivants :
- 1° bureaux et habitations, en ce compris les immeubles à appartements ou de bureaux pour autant que la surface affectée à des fins commerciales n'excède pas 20 % de la superficie cumulée du rez-de-chaussée et des autres étages ;
 - 2° les exploitations agricoles, horticoles, viticoles, fruitières et d'élevage ;
 - 3° les locaux affectés à l'usage des professions libérales, sauf les pharmacies ;
 - 4° les locaux utilisés par les institutions religieuses tels que lieux de culte, abbayes et cloîtres, ainsi que les salles paroissiales ;
 - 5° les locaux affectés à des activités culturelles, sociales et philosophiques ;
 - 6° les bâtiments destinés à l'enseignement, à l'exception de ceux destinés à l'enseignement supérieur ;
 - 7° les conservatoires de musique, les musées et les bibliothèques ;
 - 8° les installations affectées exclusivement à des activités sportives ;
 - 9° les établissements de soins médicaux, sanatoria, preventoria, cliniques, hôpitaux, homes pour enfants, maisons de repos pour personnes âgées.
- § 3.** Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 du présent article sont liés à l'évolution de l'indice ABEX, l'indice de base étant celui du premier semestre de 1988, à savoir 375.
- § 4.** Sont toutefois exclues du champ d'application du présent article :
- 1° les assurances tous risques relatives aux bijoux, objets d'art, fourrures, appareils photographiques, appareils audiovisuels ainsi que les assurances bagages ;
 - 2° les assurances dites techniques, notamment les assurances du type bris de machines, tous risques chantiers, montage-essais ; responsabilité civile des architectes et entrepreneurs, installations électriques ou électroniques ou courants faibles ;
 - 3° les assurances contre l'incendie dans le cadre d'un contrat véhicule automoteur ;
 - 4° les assurances pertes d'exploitation, autres que celles qui garantissent une indemnité journalière ;
 - 5° les assurances contre les maladies et la mortalité d'animaux ;
 - 6° les assurances globales de banque, les assurances transport et séjour de valeurs.